

Discours pour le 11 novembre 2024
LP 94 Tombe de Michel Claâ à Alfortville

Chers Amis, chers Camarades,

Chacun le ressent, nous sommes désormais dans une situation inquiétante. Ce monde inquiet sent la poudre.

Les générations actuelles n'ont jamais connu ce vent de guerre, tel qu'il souffle aujourd'hui. Un malaise étreint toute la société.

*Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. La recherche de profits immenses pour les **lobbys militaro-industriels** amène à rendre la guerre inévitable. Tout est méthodiquement organisé pour cela. Quand la crise vient, dans toutes ses dimensions, quand les gouvernements sont haïs et rejetés par les populations, pour les **Capitalistes** et **Impérialistes**, la guerre est toujours la solution pour préserver leur pouvoir et leurs intérêts.*

∴

La **Libre Pensée** dénonce la **Militarisation croissante** : dans la société, l'économie, l'adaptation de l'armée à la situation nouvelle, la militarisation de l'École, l'alignement sur l'**OTAN**, des budgets militaires en hausse exponentielle, 413 Milliards pour la seule **Loi de Programmation Militaire**. Tous les ingrédients sont là, sur un fond où l'**Impérialisme français** perd ses positions coloniale ou postcoloniale à l'étranger les unes après les autres. Il suffit de voir la triste palinodie de la **Conférence du Liban** à Paris il y a peu, où les deux principaux protagonistes du conflit, **Israël** et l'**Iran**, sont absents, pour s'en rendre compte. Il faut la guerre à **Emmanuel Macron**, agent de la **Finance** et du **Capitalisme**, pour tenter de reprendre des parts de marchés.

C'est aussi la **Militarisation de la Jeunesse** par la mise en œuvre du **Service National Universel** qui s'avère chaque jour comme un échec retentissant et un véritable gouffre financier. Chaque semaine on apprend un scandale lié au **SNU**. Même le très à droite média **Le Point** le dit dans son édition du 21 octobre 2024 : « *Budget 2025 : et si on supprimait... le **SNU** ? En phase de test, le service national universel coûte cher sans atteindre*

ses objectifs. Sa généralisation nécessiterait entre 3,5 et 5 milliards d'euros par an. »

Les opposants au **SNU** sont chaque jour plus nombreux et plus déterminés que jamais à en finir avec cette ode permanente à l'armée, aux uniformes, à la discipline militaire. Chacun comprend que cette volonté de militarisation croissante de la Jeunesse et de la société ne peut que conduire à la guerre, sinon à qui servirait l'armée et les généraux ?

À quoi sert de fabriquer des bombes atomiques et des armements de plus en plus sophistiqués, si ce n'est pour s'en servir un jour ?

Nous combattons la guerre et l'économie d'armement qui ne peut conduire qu'à la guerre généralisée. C'est aussi pourquoi nous ne cesserons d'agir pour la **Réhabilitation collective des 639 Fusillés pour l'exemple** de la Première guerre mondiale.

Le sang des 639 Fusillés pour l'exemple coula dans les mêmes rigoles que celles des millions de morts dans les tranchées. Le sang unissait les victimes, l'injustice séparait les hommes.

C'est fidèle à ce combat pacifiste internationaliste que la **Libre Pensée**, avec beaucoup d'autres à ses côtés, combat pour la **Réhabilitation des 639 Fusillés pour l'exemple de 1914-1918**. Ici tout est symbole. Nous voulons réhabiliter ceux qui hier ont dit *Non*, pour que l'on puisse dire **Non** à la guerre aujourd'hui. Nous nous appuyons sur la prise de positions pour cette Réhabilitation de **2 000 Communes, 31 Conseils départementaux et 6 Conseils régionaux**.

Nous avons obtenu une première victoire par le vote à l'**Assemblée nationale** d'une proposition de loi, à l'initiative du **Groupe parlementaire** de la **France insoumise**, mais le **Sénat** l'a refusé ensuite. Nous recommencerons sans cesse jusqu'à la victoire. Nous n'avons jamais été aussi près de gagner cette bataille de Justice.

Chacun comprend que la situation politique aujourd'hui est un peu compliquée, c'est une évidence. Pour relancer le processus parlementaire, il faut à nouveau représenter cette proposition de loi à l'**Assemblée nationale** pour qu'elle soit votée de nouveau, puis la représenter au vote du **Sénat**. Nous ne pouvons-nous permettre qu'elle soit retoquée au **Palais-Bourbon**, car cela effacerait l'acquis du premier vote. Nous sommes en relation permanente avec différents **Groupes parlementaires** pour guetter une fenêtre de tir possible.

Nous sommes dans une situation de crise politique.

Pour dénouer la crise et trouver une solution positive, ne faut-il pas redonner la parole au peuple par l'élection d'une **Constituante souveraine** qui décidera librement de quelles Institutions le pays a besoin pour un **Gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple** ?

La crise est nationale et aussi internationale. Aujourd'hui la barbarie se déchaîne au **Moyen-Orient** et en **Ukraine**. On est frappé de stupeur par les chiffres annoncés :

- 600 000 Russes, 480 000 Ukrainiens : le bilan humain de la guerre en **Ukraine** dépasse le million de morts et blessés.
- 41 000 morts, dont plus de 16 000 enfants et plus de 96 000 de blessés à **Gaza en Palestine**.
- Au moins 2 546 personnes auraient été tuées, dont 127 enfants depuis octobre 2023. 11 862 autres auraient été blessées, dont 890 enfants au **Liban** depuis l'agression de l'Etat sioniste d'Israël.

Plus de 400 millions de femmes et d'hommes vivent aujourd'hui au Moyen-Orient, soit 5,50% de l'Humanité. À **Gaza** et à **Beyrouth**, c'est l'Humanité que l'on assassine comme en **Ukraine**.

La **Libre Pensée** sera toujours aux côtés du **Peuple palestinien** pour son droit de vivre sur sa terre. Elle participe et participera encore à toutes les initiatives unitaires contre la guerre, contre l'économie d'armement, contre le **SNU** et pour la défense des libertés.

C'est pourquoi, la **Libre Pensée** dénonce la politique de répression du **Gouvernement Macron/Darmanin** qui entend interdire toute expression de solidarité avec le **Peuple palestinien**. La **Libre Pensée** condamne ces interdictions de manifester notre solidarité et appelle à y participer sous la forme que chacun choisira librement. La **Libre Pensée** réaffirme sa totale solidarité avec le **Peuple palestinien** et son droit légitime et indéfectible à rester et à reprendre sa terre.

Aujourd'hui, l'épicentre de la répression macroniste se concentre à Montpellier contre les **défenseurs du Peuple palestinien** soumis à un génocide. La **Libre Pensée** avec le **Mouvement Boycott-Désinvestissement-Sanctions** subit une répression accrue menée par un **Préfet** qui a déjà été trainé devant les tribunaux pour avoir interdit des manifestations qui ne lui plaisent pas. Un véritable autocrate comme son maître **Macron**.

Il vient de déposer une plainte pénale contre notre camarade **Alban Desoutter**, responsable de la **Libre Pensée de l'Hérault** pour avoir lu à la fin d'une manifestation la *Déclaration nationale de la Libre Pensée* en soutien au **Peuple palestinien**.

Le **Préfet** est le représentant de l'État et de son **gouvernement**. Cette plainte pénale est donc désormais une affaire d'État. La dernière fois que l'État s'en est pris à la **Libre Pensée**, c'était en novembre 1940 quand **Pétain** et le **Régime de Vichy** ont dissous et interdit quasiment en même temps la **Libre Pensée**, les **Confédérations syndicales** et les **Obédiences maçonniques**.

Mais nous avons tous ensemble la force irréversible et puissante d'en finir avec cette répression d'État et avec le Régime qui va avec. Nous vous appelons à signer massivement *l'Appel* qui a déjà reçu des milliers de signatures en solidarité avec notre camarade de l'Hérault et contre la répression contre la **Libre Pensée** : [Repressions et acharnement contre les militants de l'Hérault dénonçant le génocide en Palestine : ca suffit ! Suite signatures +1000 | Framaforms.org](#)

Nous appelons toutes les organisations, associations, syndicats, partis à prendre position pour cela et à faire connaître largement leurs prises de positions.

Chers Amis, Chers Camarades,

On n'a pas fini d'entendre à nouveau dans ce pays ; dans les villes, les villages et les campagnes ; dans les usines, les bureaux et les chantiers ; dans les écoles, les lycées et les universités en France et dans bien d'autres pays, le mot d'ordre universel des combattants de la liberté humaine :

*A bas la guerre !
Ni dieu, ni maître !
A bas la Calotte !
Et vive la Sociale !*